

Et c'est ainsi qu'il s'est même enorgueilli que les listes représentant le FC contiennent des figures connues pour leur «modération» parmi les candidats postulant pour les prochaines législatives, comme annoncé hier par ce dernier lors d'une conférence de presse animée à Alger pour faire le point sur les préparatifs liés au prochain scrutin.

Ainsi, explique Abdelmadjid Menasra, dès lors que la loi n'interdit pas aux ex-militants du parti dissous de rejoindre les rangs d'une autre formation politique, rien ne les empêche d'être acceptés parmi nous.

La loi leur fait uniquement interdiction de créer ou de diriger un autre parti politique. «Au sein du FC, ils sont considérés comme des candidats tout court et non pas comme salafistes !», précise-t-il encore.

S'agissant des candidatures inscrites sur les listes du FC, Menasra informe qu'elles sont au nombre de 56, dont 32 % de femmes en sus de 146 remplaçants. Sur les 20 députés actuels s'étant présentés pour une seconde mandature, 6 sont sur le compte du FC alors que 5 candidats sont issus du Bureau national (BN) du parti, avec cette précision que les candidats ne sont pas tous issus du Mouvement de la société pour la paix (MSP).

Abordant le programme électoral du Front du changement, son leader évoque 5 principes de base que sont la liberté, la justice, le savoir, le développement et enfin, la santé. Des axes qui sont décortiqués dans pas moins de 365 idées, correspondant aux jours de l'année pour signifier l'importance qu'accorde le parti à la valeur temps, expliquera le conférencier.

Quant au programme politique du FC, Menasra propose une révision de la Constitution, l'instauration d'une seconde République et d'un système parlementaire, la désignation d'un Premier ministre issu du parti majoritaire, la reconfiguration territoriale qui inclurait la suppression des daïras et l'augmentation du nombre de wilayas, le renforcement de la

Réconciliation nationale en attribuant leurs droits aux victimes de la tragédie nationale.

Sur le plan économique, le FC propose la valorisation du Snmg à 30 000 DA, l'instauration d'une prime de chômage de l'ordre de 5 000 DA, la hausse du filet social à un montant minimum de 7 000 DA, la mise en place d'un fonds de

développement social pour endiguer la misère et d'un autre destiné à la jeunesse, la revalorisation du dinar algérien et la suppression des intérêts dans les banques publiques. Le FC promet, par ailleurs, une école plus moderne et la réalisation d'établissements préparant à l'excellence pour encourager les meilleurs élèves.

A un niveau régional et abordant la construction de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Menasra plaidera pour la libre circulation entre les peuples de cet espace.

Par Mekioussa Chekir